



Pointe-à-Pitre, le 05 décembre 2021

Portorium, ignis, panem et circenses !!! Barrages payants, feux, pains et les fêtes !!!

Après LKP 2009, avec son cortège de laissés-pour-compte et la débâcle économique qui s'en suivirent, voici venu LKP 2021. Les acteurs sont à peu près les mêmes, avec comme nouveauté dans ce millésime, l'absence remarquée du patronat guadeloupéen ! Faut-il penser que ces derniers seraient devenus des chevaliers blancs sans reproche ?

A la CFTC des Territoriaux nous assistons avec circonspection à ce combat de faibles :

Faibles, les organisations syndicales incapables de mobiliser des forces militantes suffisantes pour faire aboutir des revendications. Contraintes de faire appel à des troupes auxiliaires pour mettre le feu, ériger des barrages et racketter des travailleurs ! Contraintes de faire appel à des groupes carnavalesques le samedi pour faire nombre !

Faibles, nos élus qui représentent moins d'un quart des électeurs, rejetés par l'ensemble des organisations syndicales jusque et y compris celle avec laquelle ils partagent prébendes et embauches « an ba fèy » ... sans oublier leurs principales faiblesses : vols d'argent public, favoritisme, marchés publics trafiqués etc.

Faibles, les autorités morales et religieuses incapables de donner une opinion sur quelque sujet que ce soit.

Faibles, les services de l'Etat quand l'unique réponse à ces errements est : « pas de vague... pas de vague... ». Sinon, un ministre en campagne, appelé à la hâte sur le front et probablement bien renseigné sur les « coutumes locales » par ses services, qui a décidé d'enfermer dans le même sac LKP et nos élus locaux pour qu'ils s'accordent sur leurs incohérences ...

Aujourd'hui, la Guadeloupe peut se targuer d'être l'unique région de France à disposer d'un maire en fonction avec un bulletin n°2 de son casier judiciaire entaché d'une condamnation pour atteinte sur mineur de moins de 15 ans !

Faible, notre jeunesse, clochardisée à l'extrême, condamnée à quitter la Guadeloupe pour trouver une vie meilleure ailleurs : ce sont les exclus de nous-mêmes !!!

Pauvre jeunesse de Guadeloupe ! À 60% au chômage et pourtant si calme... Nous imaginons ce taux d'inactivité en Région Ile-de-France : ce ne serait pas « Paris brûle-t-il ? » mais « Paris fume-t-il ? ».

Dans ces conditions, que faire pour sortir de cette impasse où personne n'est à sa place ?

Que chacun joue sa partition !

Les syndicalistes : sur la défense des travailleurs et pas sur des problèmes politiques qui relèvent de la souveraineté populaire, celle des urnes, et non pas des conséquences de leurs frustrations individuelles et de leurs propres turpitudes.

Les élus et partis politiques : sur les politiques publiques, la gestion des entités dont ils ont la charge et le strict respect du statut des agents de la fonction publique territoriale ; autrement dit, ce sur quoi ils ont la compétence depuis 30 ans et qu'ils sont jusqu'ici incapables d'assumer, obsédés qu'ils sont par leurs intérêts individuels et les avantages pour leurs « parents, amis et alliés ».

L'Etat : sur ce qui est régalien et en particulier l'application de toutes les Lois sur notre territoire en veillant notamment sur un sujet aussi grave que la chlordécone et que la justice fasse toute la lumière sur les responsabilités dans cette affaire qui n'a que trop duré.

Pour reprendre un dicton populaire plein de bon sens, *Chacun son métier et les vaches seront bien gardées.*

Assurément, ce n'est nullement en faisant une crise d'autorité de l'Etat, en pleine précampagne électorale qu'un ministre garantira aux Guadeloupéens justice sociale et efficacité de l'Etat.

La Guadeloupe, plus qu'aucune autre région de l'Hexagone, a besoin de la présence de l'Etat mais aussi d'une capacité de décider localement sous un contrôle strict de l'Etat pour éviter les dérives et abus dont sont friands nos élus locaux.

Il ne faut nullement se tromper, la Guadeloupe est en attente de plus d'égalité, plus de justice, plus de dignité. Voilà les vrais maux dont elle souffre. Et ces maux ne sont pas plus supportables selon qu'ils sont la conséquence des manquements de l'Etat ou de l'incompétence des élus locaux.

Pour sa part, la CFTC des Territoriaux de Guadeloupe continuera son combat pour plus de justice, davantage d'égalité, notamment pour que nos jeunes puissent obtenir l'accès à l'emploi public par le mérite.

Le Président de la CFTC des Territoriaux de Guadeloupe


Mario VARO